

“VILLE INTELLIGENTE” - CYCLE 2 - SÉMINAIRE PUCA-LATTS - 2017-2018

SÉANCE 1

LES POLITIQUES DE LA “VILLE INTELLIGENTE”



VENDREDI 27 JANVIER 2017
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER
LA DÉFENSE

©Daniel Joseph-Reinette



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de
l'Environnement,
de l'Énergie et
de la Mer

Ministère du
Logement et
de l'Habitat
durable

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

LATTS

Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés

SÉMINAIRE : LES POLITIQUES DE LA "VILLE INTELLIGENTE"

27 JANVIER 2017 - LA DÉFENSE

Séminaire PUCA-LATTS « Ville intelligente » - Cycle 2 (2017-2018)

Présentation générale de la seconde saison du séminaire PUCA-LATTS smart city

En 2014, le PUCA lançait **un séminaire exploratoire sur la ville intelligente**. Il s'agissait, en cinq séances, d'initier une réflexion associant chercheurs, acteurs, experts et profanes afin de dépasser les récits enchantés comme les a priori négatifs à son endroit, et faire de la ville intelligente – ou « smart city » - un possible objet susceptible de gouvernance ou, a minima, un objet de recherche partagé.

Après une séance introductive avec Antoine Picon, le premier en France à avoir construit une réflexion théorique sur le sujet, ont été explorés tour à tour **les liens de la smart city avec le développement durable**, ce qu'elle signifiait **pour la « ville des réseaux »**, les **enjeux démocratiques** de la data dans le domaine de l'urbain, et enfin **ses « en-dehors »** et les prises qu'ils offraient pour la penser et l'agencer autrement.

Pas de bilan à ce premier cycle mais la conviction d'avoir, avec la ville intelligente, **un objet consistant**, protéiforme certes, mais plus complexe qu'évanescant, ne pouvant se limiter à l'extension du domaine du numérique à la ville, à la poursuite de la e-administration par d'autres moyens, pas plus qu'au stade suprême du néo-libéralisme dans les services urbains.

Empruntant, bien sûr, à ces registres ainsi qu'à d'autres, mais ne pouvant être réduite à l'un d'entre eux, la « smart city » se manifeste par une présence que ne servent qu'imparfaitement les discours prédictifs et prophétiques qu'elle charrie avec elle.

C'est la raison pour laquelle il a été décidé de poursuivre l'exercice.

Mais alors que le premier cycle avait été conduit par le PUCA, en régie ou presque, par François Ménard et Jean Danielou, ce **second cycle s'inscrit dans une démarche plus coopérative et partenariale**. Le **LATTS (Laboratoire Techniques, Territoires et Société)**, associant le CNRS, l'Ecole des ponts ParisTech et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, s'est en effet proposé pour poursuivre l'entreprise et suggérer de nouveaux axes de débat.

Comment au-delà d'expériences pilotes ou de démonstrateurs, les nouvelles opportunités des technologies de communication, du big data ou du web 2.0, transforment-elles la **gestion et la vie urbaine** ? **Comment ces évolutions « entrent-elles » en politiques**, comment font-elles politique, entre sous-politisation (par ses acteurs ?) sur-politisation (par les chercheurs ?) ? Ce sera la thématique de la première séance.

Les autres séances aborderont d'autres questions : **Comment la production de connaissance, les sciences de la ville** ou l'usage des modèles sont-ils infléchis par les **nouvelles possibilités de la statistique de masse**, par qui et avec quelles conséquences ? Comment le paysage économique des services urbains est-il redessiné (flexibilisation des usages, désintermédiation, entre économie de plateformes et tarification dynamique...)? Par **quelles prises** (*open data, crowdsourcing, crowdfunding, forums numériques...*) ces nouvelles technologies peuvent-elles permettre à la population de **peser sur la gestion urbaine** ?

Sans prétendre apporter une réponse définitive par une parole experte, le séminaire se veut au contraire comme un moment d'enquête partagée sur ces pratiques émergentes.

SÉMINAIRE : LES POLITIQUES DE LA “VILLE INTELLIGENTE”

27 JANVIER 2017 - LA DÉFENSE

Séance 1 : Les politiques de la “ville intelligente”

Vendredi 27 janvier 2017 - 14h00-17h30

La première séance a pour objectif de s’interroger sur les dimensions politiques de la Smart City. Celles-ci sont d’autant plus délicates à identifier que, en première approche, le projet de ville intelligente semble opposer une conception irénique d’une ville plus durable (plus efficiente, plus inclusive, moins énergivore) et un ensemble d’autres conceptions radicales qui en font la version la plus achevée du libéralisme ou de la société de surveillance. Afin de changer de focale, nous entendons soumettre les expériences et les pratiques autour de la ville intelligente à deux séries de questions.

La première a trait aux représentants élus, aux valeurs qui les animent, aux conceptions qu’ils défendent, et aux politiques et à la décision publique. Qui sont les promoteurs de la ville intelligente ? Quel rôle jouent les élus ? La ville intelligente relève-t-elle d’une intervention ou du laisser faire ? Comment organiser le partage des rôles et des responsabilités entre public et privé ? Au nom de quelles populations est-elle promue ? Quelles oppositions rencontre-t-elle ? Pour répondre à (et débattre de) ces questions, nous nous appuierons sur les témoignages de représentants d’associations d’élus qui, depuis plusieurs années, œuvrent dans le domaine du numérique et tentent de promouvoir le modèle de la ville intelligente.

L’enjeu politique renvoie en second lieu aux types d’action publique qui, derrière un même terme, peuvent coexister. Pour les éclairer, nous partirons de l’examen plus précis de deux expériences : celui d’un groupe d’acteurs de la métropole de Nice rassemblés autour de l’enjeu de développement économique que constitue le numérique ; celui d’une plateforme intégrée de mobilité urbaine développée dans la métropole lyonnaise. Sur ces deux cas, on se posera ainsi un ensemble de questions du type : la ville intelligente se résume-t-elle au développement de technologies numériques ? Quels rôles jouent respectivement les citoyens, les élus, les acteurs publics et privés ? Que change le numérique aux rapports entre ces différents acteurs ? Comment s’exercent le contrôle et la responsabilité ? Quels sont les modèles (économiques, de gouvernance) retenus ?

SÉMINAIRE : LES POLITIQUES DE LA "VILLE INTELLIGENTE"

27 JANVIER 2017 - LA DÉFENSE

>14h00 : François Ménard - PUCA
Ouverture

>14h15 : David Guéranger - LATTS (Laboratoire Techniques, Territoires et Société)
Introduction

>14h30 : Jean-Marie Bourgogne
Délégué Général, Opendata France

L'ouverture des données publiques est-elle politique ? Le cas d'Opendata France

>15h15 : Céline Colucci
Déléguée Générale, Les Interconnectés

Les enjeux politiques de la ville intelligente : l'expérience des Interconnectés

>16h00 : Jean Coldefy
Consultant (C3i), ancien directeur adjoint de la mobilité au Grand Lyon

Que fait le numérique à la mobilité urbaine ? Enjeux et perspectives

>16h45 : Alain Château
Responsable du Centre d'Excellence, Métropole Nice Côte d'Azur

**La ville intelligente : nouvelle stratégie publique de développement économique ?
L'exemple de la Métropole Nice Côte d'Azur**

>17h30 :
Clôture de la séance